

Réforme de l'Union Africaine
Réunion à Kigali p4

Forum africain sur l'énergie
Le Gabon sera de la partie p4

Production pétrolière du Gabon

La nouvelle vision de Weatherford p5

Transformation du manganèse

Inauguration de l'usine de la NGM p6



Afrique numérique

Le Gabon partage ses ambitions

p.2

Afrique numérique

Le Gabon partage ses ambitions

Publié le 13 mai 2017
www.ledefigabon.com



Réprésentant le président de la République, Ali Bongo Ondimba, le Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet, est intervenu ce jeudi dans le cadre du sommet TransformAfrica 2017, qui se tient à Kigali (Rwanda), à l'initiative du président du Rwanda, Paul Kagamé.

Appelé à la tribune pour le propos introductif d'un grand débat placé sous le thème 'Du local au global : libérer le potentiel de l'innovation en Afrique', le chef du gouvernement a exprimé « toute sa gratitude pour l'accueil si chaleureux réservé à délégation gabonaise » et rappelé que l'Afrique avait besoin de « la mutualisation des produits de toutes ses intelligences pour entrer dans le 3ème millénaire avec assurance et sérénité ».

« Comme vous le savez, le président de la République gabonaise s'est toujours inscrit dans cette ambition commune de faire de l'Afrique un marché numérique unique. L'engagement du Gabon dans l'alliance Smart Africa et la mise en œuvre du plan sectoriel 'Gabon numérique' en témoignent ».

Avant d'échanger avec les hauts représentants

des organisations internationales et les experts, le Premier ministre a détaillé les étapes majeures de l'action publique au service du numérique, du développement des infrastructures (SAT 3, ACE et dorsale) à la baisse des coûts de licences et des tarifs grand public, des politiques de formation à l'harmonisation du cadre législatif et réglementaire CEMAC, en passant par la mise en place de l'ANINF et de la SPIN, la stratégie de dématérialisation au sein des administrations et l'expansion de l'écosystème favorables aux applications.

Aux côtés de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement, Emmanuel Issoze Ngondet a ensuite participé à une session spéciale réservée aux leaders continentaux, autour des défis de l'accélération de la transformation numérique.

Ainsi, pour les autorités gabonaises, il faut considérer les TIC comme partie intégrante de l'économie et travailler au doublement (actuellement 5% du PIB) de leur apport à la richesse nationale. Un bond qui passe par la création d'un marché attractif, la levée des barrières de la parafiscalité, les mécanismes d'accompagnement et les partenariats dynamiques entre l'Etat et les collectivités.



Réforme de l'Union Africaine

Réunion à Kigali

Publié le 09 mai 2017
www.ledefigabon.com

Le président rwandais Paul Kagame, son équipe de conseillers en vue de la réforme de l'Union africaine et près de 40 ministres des Affaires étrangères africains se sont réunis hier à Kigali, au Rwanda, pour discuter de la mise en œuvre des réformes de l'Union africaine adoptées en janvier 2017.

En juillet 2016, lors du 27^e sommet de l'Union africaine, les États membres de l'UA ont confié au président du Rwanda, Paul Kagame, la mission de mener une réforme de l'Union africaine, afin de permettre à cette dernière de mieux atteindre ses objectifs et de servir au mieux les intérêts des citoyens d'Afrique.

En janvier 2017, les réformes proposées ont été acceptées par l'ensemble des chefs d'État et de gouvernement. Ces réformes ont pour objectif de rendre l'Union africaine plus efficace sur les plans politique, opérationnel et financier, afin que l'organisation multilatérale soit mieux à même de remplir ses obligations envers les États membres et

les citoyens africains.

Les leaders africains qui s'engagent à se concentrer sur les priorités majeures, pour garantir que les efforts de l'UA ne soient pas dispersés et qu'elle puisse se consacrer aux enjeux qui feront réellement la différence pour les citoyens africains. Cela permettra également un partage du travail bien défini entre l'UA et les États membres.

L'autre objectif est de s'assurer que les structures, organes et agences techniques spécialisées de la Commission de l'Union se focalisent sur les priorités définies.

Il s'agit également d'optimiser l'efficacité de l'UA aux niveaux politique et opérationnel, pour permettre aux membres de créer une Commission efficace et effective réunissant les meilleurs professionnels africains. Cela consoliderait également les méthodes de travail du sommet de l'UA, pour améliorer la qualité et l'impact des prises de décision, tout en assurant la mise en œuvre des décisions de l'Assemblée dans les délais.

Forum africain sur l'énergie

Le Gabon sera de la partie

à lever des fonds pour explorer le potentiel hydroélectrique.

On sait par ailleurs que dans l'optique de fournir une plateforme pour les futurs dirigeants du secteur de l'énergie, l'initiative Energy-Net Student Engagement Initiative (ESEI) participera de nouveau au Forum africain sur l'énergie cette année et permettra aux meilleurs étudiants africains dans les domaines du droit, des finances et de l'ingénierie de rencontrer les dirigeants du secteur et d'étudier les possibilités d'emploi futures.

Le programme parraine 63 étudiants africains à ce jour et travaille en étroite collaboration avec les universités et les partenaires Aggreko et Norton Rose Fulbright afin de proposer des ateliers de formation sur place et des possibilités de rencontre avec les ministres africains de l'énergie.

« Le forum africain sur l'énergie se concentre principalement sur les projets de grande envergure et soutient le secteur public et le secteur privé pour développer des projets raccordés au réseau. Toutefois, étant donné que 600 millions de personnes sont dépourvues d'un accès à l'énergie de base en Afrique, les investisseurs envisagent la production d'énergie hors réseau pour les zones non desservies par les réseaux nationaux tenus pour acquis dans les pays en développement », a commenté Simon Gosling, directeur général d'EnergyNet.

Pour répondre à cette demande, le Forum africain de l'énergie 2017 verra le retour du « village hors réseau » à titre de destination et de centre d'échanges pour l'accès à l'énergie hors réseau. La région comprendra des stands d'exposition destinés aux principales entreprises hors réseau, des opportunités de réseautage et des tables rondes portant sur l'ordre du jour de l'énergie hors réseau, des ateliers de démonstration et des séminaires présentant les solutions, les services et l'expertise propres à l'énergie hors réseau.



Le Gabon participera au Forum africain sur l'énergie (AEF) qui se déroulera en juin prochain à Copenhague. 2 000 décideurs issus du secteur de l'énergie africain sont attendus à ce grand rendez-vous. L'AEF est présenté comme un point de rencontre annuel dans le cadre duquel les acteurs du secteur peuvent explorer les possibilités d'investissement, former des partenariats et signer des accords.

Les différents pays présenteront des solutions à court, moyen et long termes pour atteindre les objectifs d'électrification, des plans d'allègement fiscal proposés aux fournisseurs d'énergie thermique, des incitations en faveur des investisseurs et des stratégies visant



Weatherford®

Production pétrolière du Gabon

La nouvelle vision de Weatherford

Publié le 08 mai 2017
www.ledefigabon.com

5

Pascal Houangni Ambouroué, le ministre du Pétrole et des hydrocarbures, a reçu dernièrement, à Libreville, une délégation de l'entreprise américaine Weatherford pour une séance de travail. Au sortir de cette rencontre, le membre du gouvernement a déclaré : « Les responsables de cette entreprise m'ont présenté leur projet d'autonomisation et d'optimisation de la production pétrolière du Gabon. L'échange a été très intéressant, d'autant plus qu'il est utile, nécessaire et indispensable aujourd'hui, de penser et voir plus grand pour l'avenir de notre pays ».

A savoir que Weatherford, implantée à Port-Gentil, avait significativement sa présence au Gabon à cause de la crise qui secoue le secteur du pétrole, du fait notamment de la chute du cours du baril. Mais la séance de travail avec M. Houangni Ambouroué a démontré que la multinationale américaine dispose d'une vision claire et d'une stratégie basée sur la mise en œuvre de solutions, des technologies et des services innovants dans le secteur du gaz et

du pétrole.

Weatherford est active dans plus de 90 pays et s'appuie sur un réseau d'environ 900 sites, y compris des installations de fabrication, de service, de recherche et développement et de formation. Elle emploie environ 30 000 personnes.

Si les plus hautes autorités gabonaises ont donné un coup d'accélérateur à ses projets de diversification de l'économie au cours des cinq dernières années afin de réduire la dépendance du pays aux exportations de brut, effectuant pour ce faire des dépenses d'infrastructures considérables, les hydrocarbures demeurent un secteur clé.

Les activités pétrolières représentent en moyenne près de la moitié des recettes publiques totales et plus de 80% des recettes d'exportation, d'où l'urgence des efforts déployés pour attirer de nouveaux investissements et promouvoir l'innovation dans le secteur.

Transformation du manganèse

Inauguration de l'usine de la NGM

Publié le 09 mai 2017
www.ledefigabon.com



Le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a procédé à l'inauguration de l'usine d'exploitation et de transformation de manganèse de la Nouvelle Gabon Mining SA (Noga Mining ou NGM) - filiale de la firme indienne Coalsale Group - située à Biniomi à environ 15 kilomètres de Franceville dans la province du Haut-Ogooué.

« Avec cette nouvelle mine de manganèse, et d'abord avec la mise en exploitation de celles de Moanda et de Ndjolé, nous ambitionnons de devenir le premier exportateur mondial de manganèse. », a déclaré le chef de l'Etat.

Construite en 9 mois par des entreprises gabonaises, cette nouvelle unité, d'une capacité de production de 300 000 tonnes par an, a mobilisé plus de 61 milliards de francs CFA pour sa construction.

Depuis le 16 janvier 2017, date de lancement des activités de cette unité, ce sont au total 245 personnes, dont 204 Gabonais majoritairement issus de la province altogovéenne, qui ont trouvé un emploi.

Après le dévoilement de la plaque inaugurale

et la traditionnelle coupe de ruban, le chef de l'Etat, accompagné du Premier ministre, des membres du gouvernement, de la présidente de la Cour constitutionnelle et du président-directeur général de la Noga Mining, ont assisté à une présentation interactive de l'usine avant de visiter les installations de pointe de cette unité industrielle.

Par ailleurs, l'Etat gabonais et les responsables de la Nouvelle Gabon Mining ont paraphé le Pacte des actionnaires, un partenariat public-privé salué par le numéro un gabonais.

Avec l'inauguration de cette nouvelle usine, de valorisation du minerai de manganèse dans le Haut-Ogooué, deux ans après le Complexe métallurgique de Moanda (C2M) en 2015, le Gabon renforce l'industrialisation de son secteur minier.

Implantation de l'Ecole des mines et de métallurgie de Moanda (E3M) inaugurée en 2016, bitumage des voies routières de la province et construction du barrage hydroélectrique de Poubara qui alimentera d'ici la fin de l'année l'usine NGM : l'objectif, a-t-on annoncé, est de faire de l'axe Moanda-Franceville un cluster manganèse de rang mondial.

Filière forestière

Promouvoir la transformation locale

Publié le 09 mai 2017
www.ledefigabon.com



La ministre de l'Economie forestière du Gabon, Estelle Ondo a pris part à la 12ème session des Nations Unies sur les forêts, du 1er au 5 mai dernier, au siège des Nations Unies à New York (Etats-Unis), où elle a présenté les initiatives entreprises par le Gabon dans le secteur de la forêt.

Le membre du gouvernement gabonais a fait savoir à l'assemblée que l'éradication de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'implication des femmes constituent les grands axes de la politique menée pas son pays dans ce secteur. Elle a ainsi indiqué les objectifs poursuivis par ces initiatives, qui visent à concilier la gestion durable des forêts et la lutte contre la pauvreté pour la sécurité alimentaire.

Dans ce cadre, le Gabon, dans sa politique nationale a consigné cette politique dans le Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), à travers son pilier «Gabon Vert». Lequel pilier, avec l'élaboration du Plan national d'affectation des terres présente les attributions et les usages sur l'ensemble du territoire national.

Et conformément à cette politique, près de 90% des forêts gabonaises sont aménagées, soit dans un processus de concessions forestières, soit dans les aires protégées.

En outre, a-t-elle soutenu, «le secteur bois constitue le deuxième employeur après l'Etat ; c'est vous dire l'importance de ce secteur pour le pays». Et de poursuivre : «l'interdiction d'exportation des grumes, décidée en 2009, par le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba a permis de réduire les superficies annuelles parcourues par l'exploitation forestière ». Elle a par ailleurs indiqué que « cette décision avait pour objectif de promouvoir la transformation locale de l'ensemble de la production de bois et, par conséquent, booster la création d'emplois».

Désormais au Gabon, «afin de permettre à l'exploitation forestière de contribuer au développement local, le gouvernement a également décidé que chaque opérateur négocie et signe un cahier de charges contractuelles avec les populations riveraines. Les montants ainsi récoltés sont affectés à la réalisation des projets collectifs décidés par les populations elles-mêmes».



Assises de la formation professionnelle

La problématique de l'emploi au Gabon à l'ordre du jour

Publié le 11 mai 2017
www.ledefigabon.com

8

La problématique de l'emploi au Gabon est l'objet d'une réflexion qui a débuté le 26 avril 2017 à la Chambre de Commerce de Libreville et se poursuit jusqu'au 11 mai 2017. Le Ministère en charge de la Formation Technique et Professionnelle, le bureau du PSGE et plusieurs partenaires sont réunis pour proposer des pistes nouvelles pour améliorer l'offre de formation et renforcer le dispositif de financement et la gouvernance de l'enseignement technique et de la formation professionnelle par le renforcement du partenariat public privé pour améliorer l'employabilité des jeunes.

Pour rappel, les assises de la formation technique et professionnelle figurent en bonne place dans le projet de société du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. A cet effet une taxe pour financer la formation professionnelle est préconisée et sera mise en place très prochainement.

Les résultats des travaux préparatoires des

assises de la formation professionnelle permettent de disposer dorénavant des nomenclatures des différents secteurs d'activités, des professions et de métiers. Mais aussi de connaître les nouvelles cartes scolaires de la formation professionnelle, de l'enseignement technique et des universités excellences qui sortiront de terre dans quelques années, notamment avec la coopération chinoise, en partenariat avec la Banque mondiale (BM) et la Banque africaine de développement (BAD).

La mise en place des politiques de bonne gouvernance de l'enseignement technique et professionnels en collaboration avec le secteur privé, déjà traduit à ce jour par la mise place d'un conseil d'administration dirigé par le représentant du patronat (CPG), assisté d'un représentant des partenaires sociaux (Cosyga) et enfin d'un représentant de l'administration (Ministère en charge de la formation technique et professionnelle). Par ailleurs, pour atteindre ces objectifs, quatre sous commissions ont été mises en place.